

La pandémie a entraîné une baisse des émissions des bâtiments, mais les perspectives à long terme sont sombres

- rapport de l'ONU

Nairobi, 19 octobre 2021 - Les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 ont entraîné une baisse significative des émissions de CO₂ provenant des bâtiments et de la construction en 2020, mais l'absence de réelle transformation du secteur signifie que les émissions continueront d'augmenter et contribueront à un changement climatique dangereux, selon le rapport de la situation mondiale en 2021 du secteur des bâtiments et la construction.

Le rapport, publié par l'[Alliance Mondiale pour les Bâtiments et la Construction](#) (GlobalABC), hébergée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), indique qu'en 2020, le secteur représentera 36 % de la consommation finale d'énergie et 37 % des émissions de CO₂ liées à l'énergie.

Si le niveau d'émissions au sein du secteur est inférieur de 10 % à celui de 2015, atteignant des seuils jamais vus depuis 2007, cela s'explique en grande partie par les fermetures, le ralentissement économique mondial, les difficultés rencontrées par les ménages et les entreprises pour maintenir et s'offrir un accès à l'énergie et la chute de l'activité dans la construction. Les efforts de décarbonisation du secteur n'ont joué qu'un faible rôle.

Avec la forte croissance prévue dans le secteur du bâtiment, les émissions vont augmenter si aucun effort n'est fait pour décarboniser les bâtiments et améliorer leur efficacité énergétique. En Asie et en Afrique, le parc immobilier devrait doubler d'ici à 2050. L'utilisation mondiale de matériaux devrait plus que doubler d'ici à 2060, un tiers de cette hausse étant imputable aux matériaux de construction.

"Cette année a montré que le changement climatique est une menace immédiate et directe pour chaque communauté sur cette planète, et qu'il ne va faire que s'intensifier", a déclaré Inger Andersen, directrice exécutive du PNUE. "Le secteur des bâtiments et de la construction, en tant que source majeure d'émissions de gaz à effet de serre, doit être décarbonisé de toute urgence par le biais d'une triple stratégie consistant à réduire la demande d'énergie, à décarboniser l'approvisionnement en électricité et à s'attaquer à l'empreinte carbone des matériaux de construction, si nous voulons avoir une chance d'atteindre l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C."

Des progrès, mais pas assez

Le « Tracker » Climatique Mondial des Bâtiments du GlobalABC a constaté qu'il y a eu quelques améliorations progressives dans les actions visant à décarboniser et à améliorer l'efficacité énergétique du secteur.

En 2015, 90 pays ont inclus des actions visant à lutter contre les émissions des bâtiments ou à améliorer l'efficacité énergétique dans leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris. Ce nombre a désormais atteint 136, même si l'ambition varie.

Depuis 2015, 18 pays supplémentaires ont mis en place des codes énergétiques pour les bâtiments - une mesure cruciale pour réorienter les émissions vers le bas - ce qui porte le total à 80. Les villes et les gouvernements locaux ont également élaboré des codes. Les investissements dans l'efficacité énergétique ont augmenté pour atteindre plus de 180 milliards USD en 2020, contre 129 milliards en 2015. La certification des bâtiments verts a augmenté de 13,9 % par rapport à 2019.

Dans l'ensemble, toutefois, le rapport constate que ces efforts sont insuffisants, tant en termes de rapidité que d'ampleur.

Parmi les autres conclusions clés du rapport, citons : deux tiers des pays ne disposent toujours pas de codes de construction obligatoires ; la majeure partie de l'augmentation des dépenses en matière d'efficacité énergétique provient d'un petit nombre de pays européens ; une part trop faible du financement est consacrée aux rénovations énergétiques profondes, et les CDN ne comportent pas d'objectifs de décarbonisation ambitieux.

Quelle est la prochaine étape ?

La demande d'énergie dans le secteur du bâtiment et de la construction devrait rebondir à mesure que les efforts de relance économique se concrétisent et que les demandes refoulées de nouvelles constructions se concrétisent. Selon l'[Agence internationale de l'énergie](#), pour atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2030, les émissions directes de CO₂ des bâtiments devraient diminuer de 50 %. Les émissions indirectes du secteur du bâtiment devront diminuer grâce à une réduction de 60 % des émissions liées à

Bien que les dépenses liées à la reprise après une pandémie n'aient pas suffisamment privilégié les approches respectueuses du climat au niveau requis, il est encore possible d'investir dans la décarbonisation de nos bâtiments tout en augmentant leur résilience :

- Les pays doivent exploiter le potentiel de transformation du secteur pour réaliser la transition énergétique.
- Les gouvernements doivent s'engager à poursuivre la décarbonisation de l'approvisionnement en électricité, ainsi qu'en énergie de chauffage et de refroidissement. Il s'agit notamment d'accroître l'ambition des CDN afin d'inclure des objectifs de décarbonisation des bâtiments qui tiennent compte du carbone incorporé, jusqu'à présent largement négligé, à savoir les émissions provenant de la production de matériaux de construction.
- Le taux de croissance de l'investissement dans l'efficacité des bâtiments doit doubler pour atteindre plus de 3 % par an et doit s'étendre au-delà des investissements directs du gouvernement aux investisseurs privés.
- La portée et le champ d'application des codes énergétiques des bâtiments doivent être accrus. Tous les pays doivent mettre en place des codes énergétiques obligatoires pour les bâtiments, qui devraient idéalement prévoir des normes de performance pour les enveloppes des bâtiments, la conception, les systèmes et appareils de chauffage, de refroidissement et de ventilation, et assurer des liens avec la planification urbaine intégrée.
- La résilience des bâtiments doit être renforcée pour assurer l'avenir de nos habitations et de nos espaces de travail. Un bâtiment type construit aujourd'hui sera toujours utilisé en 2070, mais le climat qu'il rencontrera aura considérablement changé. Les interventions nécessaires pour réduire l'impact climatique des bâtiments existants doivent être combinées à des investissements dans des mesures d'adaptation et de résilience.
- En outre, le secteur public et le secteur privé doivent saisir les formidables opportunités d'investissement qu'offre ce secteur, par exemple par le biais d'obligations vertes ou par le biais de banques augmentant la construction de bâtiments verts et le financement hypothécaire.

NOTES AUX RÉDACTEURS

À propos de l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction (GlobalABC)

La GlobalABC est la principale plateforme mondiale pour les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les organisations intergouvernementales et internationales afin d'accroître les actions en faveur d'un secteur des bâtiments et de la construction à émission zéro, efficace et résilient. L'Alliance Mondiale pour les Bâtiments et la Construction (GlobalABC) a été l'un des principaux résultats de la conférence des Nations unies sur le climat de 2015.

À propos du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Le PNUE est la principale voix mondiale en matière d'environnement. Il assure le leadership et encourage le partenariat dans la protection de l'environnement en inspirant, informant et permettant aux nations et aux peuples d'améliorer leur qualité de vie sans compromettre celle des générations futures.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

[Keisha Rukikaire](#), chef des actualités et des médias, PNUE